

**INDE (JAMMU-ET-CACHEMIRE)**

**Préserver la vie des civils**

*Index AI : ASA 20/013/2003*

Amnesty International a condamné l'exécution illégale de vingt-quatre civils par des hommes armés dans le village de Nadimarg, dans l'État indien de Jammu-et-Cachemire. Parmi les morts figurent onze femmes et deux enfants, tous appartenaient à la communauté pandit du Cachemire.

Selon certaines informations, vers minuit le 23 mars, environ quinze hommes vêtus de treillis militaires et équipés d'armes automatiques ont désarmé les agents d'un poste de police proche ; ils ont ensuite ordonné aux habitants de sortir de chez eux. Une fois les villageois rassemblés, ils ont ouvert le feu sans discrimination, tuant vingt-quatre personnes, avant de disparaître dans une forêt voisine. Jusqu'à présent, personne n'a revendiqué ces homicides. Cette affaire intervient au moment où le gouvernement de Jammu-et-Cachemire appelle la communauté pandit à regagner la vallée du Cachemire, après plus de dix ans d'exil et alors qu'il tente de rétablir dans cet État un état de droit.

*« La vie des civils doit être préservée par toutes les parties au Jammu-et-Cachemire, a déclaré Amnesty international.*

*« Le droit international humanitaire interdit les attaques délibérées de populations civiles et de toute personne ne prenant pas part directement aux hostilités. Les responsabilités ne sont pas encore clairement établies, mais nous condamnons fermement cette attaque.*

*« Tuer des civils innocents ne devrait pas être un moyen de marquer des points politiquement ou de saper un processus politique », a encore dit l'organisation internationale de défense des droits humains.*

Amnesty International demande instamment aux autorités de prendre des mesures pour éviter que ne soient perpétrées de nouvelles attaques contre des civils ; elle leur demande également de veiller à ce qu'une enquête approfondie et transparente soit menée sur les homicides de Nadimarg, afin d'identifier les auteurs et de les amener à rendre compte de leurs actes.

*« Dans le passé, les homicides illégaux de civils sont trop souvent restés sans suite », a déclaré Amnesty International.*

L'organisation a cité en exemple le massacre de Chitthisinghpora ; trente-six civils sikhs avaient alors délibérément été tués, en mars 2000; aucune enquête n'a encore été ouverte.

**Complément d'information**

L'une des premières conséquences de la montée du militantisme au Jammu-et-Cachemire fut le départ de nombreuses personnes appartenant à la communauté pandit hindoue de la vallée du Cachemire. Les Pandits étaient considérés par certains comme ayant des liens étroits avec le reste de l'Inde parce qu'ils étaient hindous et parce qu'ils détenaient de nombreux postes au sein de l'administration. Certains journaux appelèrent la communauté à quitter la vallée et des manifestations anti-pandit eurent lieu à Srinagar. Plusieurs membres influents de la communauté pandit, dont des universitaires de renom, auraient été tués par des activistes.

En 1991, environ 150 000 Pandits du Cachemire quittèrent la vallée du Cachemire. Ceux qui en avaient les moyens ou qui avaient de la famille à New Delhi partirent s'y installer ; les autres furent relogés dans des camps autour de Jammu et de New Delhi. Dix ans plus tard, des milliers de migrants vivent toujours dans des camps autour de Jammu. Selon les chiffres du gouvernement, environ 32 000 familles du Cachemire étaient enregistrées auprès des organisations d'aide en avril 2001. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)**